[English below]

Charte politique de MIGREUROP (FR)

Votée lors de l'AG du 15-16 novembre 2025 (Rabat)

La présente Charte politique précise les positionnements politiques centraux de Migreurop, tels qu'ils se sont construits et consolidés depuis la création du réseau et au cours de ses vingt premières années d'existence. Ce document se veut dynamique et pourra intégrer si besoin de futurs positionnements politiques du réseau.

Nos fondations

Le réseau Migreurop, né lors du Forum social européen de Florence (Italie) en 2002 et officiellement constitué en association en 2005, est composé d'associations de défense des droits humains et de personnes militantes et chercheuses issues de 18 pays d'Europe, d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et du Proche-Orient. Le réseau affirme vouloir œuvrer collectivement et coordonner ses efforts **pour défendre les droits des personnes exilées et promouvoir la liberté de circulation et d'installation**. Ces objectifs impliquent :

- **La fin des entraves à la mobilité**, de la militarisation des frontières, de la détention administrative formelle et informelle, des différentes formes d'expulsion, ou encore de l'externalisation du contrôle frontalier et de l'asile.

- Le respect du droit à la mobilité et à la libre circulation, en considérant que le droit à migrer relève des droits économiques, sociaux et politiques. Nous refusons ainsi le modèle utilitariste qui assujettit les migrations à des modes de production capitalistes et postcoloniaux en réduisant les personnes à leur seule force de travail.

Loin de nous centrer uniquement sur les politiques institutionnelles et leurs effets, **nous donnons une importance centrale à la manière dont les premières personnes concernées** contournent, affrontent et transgressent quotidiennement les politiques d'immigration inégalitaires et exercent leur droit à la mobilité.

Notre démarche

Le réseau met en synergie le travail d'acteurs du Nord et du Sud afin d'avoir une vision et une analyse partagée de ces processus, en particulier sur les dimensions d'externalisation des politiques de gestion des mouvements migratoires, l'enfermement des personnes exilées, et le renforcement de la sécurisation des frontières.

Nous articulons notre travail autour de trois axes :

- **Documenter** : Migreurop collecte et systématise de l'information de terrain sur les conditions de vie des personnes en migration, leur (non) accès aux droits, et les violences subies tout au long des parcours d'exil. Le réseau documente également l'élaboration, l'évolution et l'application des politiques migratoires en Europe et au-delà (en Afrique, au Moyen-Orient).

- **Décrypter** : Migreurop met en relation ces informations collectées grâce au travail commun de ses membres individuel·le·s et associatifs, chercheur·euse·s et militant·e·s. Migreurop produit des analyses partagées et multidisciplinaires des conséquences des politiques migratoires sur la vie des personnes exilées, et les sociétés dans lesquelles nous évoluons, à une échelle régionale et dans une perspective historique. Le réseau met ensuite en forme ces analyses à travers l'élaboration d'outils de décryptage variés (Notes d'analyse courtes, textes de positionnement, Atlas et cartographies critiques, rapports d'observation/de mission, podcasts ou encore vidéos).

- **Dénoncer** : Fort de ces analyses documentées, Migreurop dénonce les politiques migratoires européennes (y compris externalisées) hostiles aux personnes exilées, en nommant clairement la réalité multiforme et mortifère des entraves à la mobilité, telle que la fermeture des frontières, l'encampement des personnes exilées, la guerre aux personnes migrantes, ou l'apartheid des mobilités. Le réseau nourrit et soutient les organisations des sociétés civiles euro-africaines et les mobilisations des personnes exilées, de ses membres et partenaires : partage et diffusion des outils, activités de renforcement des capacités de ses membres, et sensibilisation à destination du grand public.

Nos positionnements fondamentaux

- **Mettre fin à l'enfermement des personnes étrangères, à la répression, au racisme et aux violences des politiques migratoires au Nord et au Sud :**

Pour la fermeture des camps d'étrangers, en Europe et au-delà (2010)

À partir des années 1990, une nouvelle étape voit le jour dans les politiques migratoires en Europe : l'impossibilité croissante d'accéder en toute légalité et sécurité à l'espace Schengen. L'Union européenne (UE) entre alors dans une nouvelle ère du contrôle de ses frontières, marquée par la destruction pour certain·e·s des droits à circuler et des possibilités d'installation, avec l'instauration de l'obligation de visas et de sanctions contre les compagnies transportant des personnes dépourvues des documents de voyage requis.

Le durcissement des conditions d'accès au territoire européen s'est matérialisé aux frontières et ailleurs par l'enfermement dans des lieux de privation de liberté administrative - aux conditions de plus en plus carcérales - et d'autres logiques de mise à l'écart, de tri et d'encampement. Les dispositifs technologiques et les pratiques de surveillance et de contrôle migratoire aux frontières extérieures ont fait émerger un véritable marché de la sécurité, tout

en mettant en lumière le paradoxe des politiques humanitaro-militaires de plus en plus meurtrières, ainsi que l'hypocrisie des politiques dites « d'accueil ».

Depuis son entrée en fonction en 2005, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) a joué un rôle grandissant dans la mise en œuvre de la politique migratoire ultra sécuritaire de l'Union européenne. Adoubée par les institutions européennes qui n'ont cessé depuis vingt ans de renforcer ses compétences en matière de contrôle et d'expulsions, comme son budget et ses équipements militaires, l'agence est pourtant accusée de violations répétées des droits, et notamment de complicité et/ou complaisance dans des cas de refoulements aux frontières européennes.

Depuis les années 2000, des accords asymétriques sont conclus avec les pays tiers « d'origine » et de « transit » pour faciliter l'expulsion des personnes étrangères illégalisées en Europe, à travers des cadres de négociation multiples et de plus en plus de manière informelle. L'aide publique au développement est ainsi détournée de ses objectifs premiers - telle la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des Objectifs de développement durable ; elle est devenue une monnaie d'échange du contrôle migratoire délocalisé en Afrique et dans d'autres régions, tandis que les États dits tiers tentent de tirer parti des opportunités offertes par ces négociations.

Ces vingt dernières années, l'externalisation croissante des frontières européennes a généralisé des pratiques diversifiées : surveillance maritime, campagnes d'information et de dissuasion à l'immigration, enfermement, délégation des responsabilités en matière d'asile, sécurisation des pratiques humanitaires, formation des gardes-frontières, alignement des législations des pays extérieurs à l'UE sur celles des États membres, etc. L'externalisation a été facilitée par l'émergence d'une gouvernance mondiale des migrations sous l'impulsion d'organisations internationales comme l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD), et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les personnes réfugiées (HCR) qui participent de manière complice à la mise en place d'un régime inégalitaire des frontières lié au modèle d'économie néolibérale et capitaliste.

Conséquence de l'externalisation des politiques migratoires européennes répressives, de la gouvernance migratoire mondiale et de l'ambivalence des États de départ, le racisme et la xénophobie visant les personnes en migration racisées « légitiment » les autorités des pays de transit et d'arrivée à mener, en toute impunité, des campagnes de refoulements et d'expulsions massives, repoussant ces personnes toujours plus loin et vers des routes plus dangereuses.

En Europe et en Afrique, l'association fréquente entre les personnes migrantes et les filières transnationales du crime dans les discours politiques et les médias participe à créer un amalgame entre immigration et criminalité. La criminalisation des « passeurs » comme des pratiques de facilitation, d'assistance ou d'entraide en situation de migration s'intensifie. L'adoption de lois « contre le trafic de migrant·e·s » accroit en réalité les situations de détresse pour les personnes étrangères, en les exposant à l'emprisonnement et à de nouvelles formes d'abus, tout en contribuant au fleurissement d'un business des frontières. Ces dernières années, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, les atteintes aux droits humains et à la solidarité

se multiplient, avec l'arrestation de militant·e·s de la société civile sous des chefs d'accusation particulièrement lourds, les exposant à des peines de prison, voire à la peine de mort.

Mais la violence des politiques migratoires ne s'arrête pas au fait de causer la mort. Elle se prolonge après le décès, dans le déni de la valeur des vies des personnes migrantes, dans la relégation aux marges de leurs corps et de leur mémoire. En tant que victimes directes du contrôle frontalier, ces mort·e·s encouragent des luttes mémorielles collectives en l'absence d'investigations institutionnelles, pour retracer les circonstances des décès, retrouver et rapatrier les corps, et soutenir les familles des personnes décédées dans leurs luttes pour la vérité et la dignité.

- **Promouvoir la liberté de circulation comme alternative aux politiques migratoires mortifères**

Appel Solennel pour la liberté de circulation (2013)

Dans le contexte européen rappelé ci-dessus, l'idée de libre circulation au sein de l'espace Schengen relève davantage d'une facilité de langage que d'une réalité concrète : elle exclut les citoyen·ne·s les plus précaires et les personnes « inactives», certain·e·s travailleur·euse·s, les communautés stigmatisées, ainsi que les ressortissant·e·s d'États tiers et leurs familles, soumis à des contrôles frontaliers reposant sur le profilage racial.

Depuis environ 15 ans, le thème de la liberté de circulation et d'installation des étranger·ère·s est progressivement devenu un sujet d'analyse du réseau Migreurop, à la suite des mouvements des personnes dites "sans-papiers" et face à l'impasse des régularisations au « cas par cas ». Ce thème s'est aussi imposé face à la normalisation progressive de la violence aux frontières, utilisée comme stratégie de dissuasion. Il s'est également affirmé en réaction au caractère illusoire de l'approche « triple win » au cœur du Pacte mondial pour les migrations (2018), selon laquelle les migrations internationales pourraient profiter à toutes les parties — pays pourvoyeurs, récepteurs, et personnes migrantes elles-mêmes. Or, le Pacte - outil non juridiquement contraignant - fait état d'objectifs contradictoires en promouvant à la fois les migrations de travail temporaires, circulaires et flexibles (souvent privilégiées par les États récepteurs), tout en souhaitant garantir le regroupement familial, alors que la mobilité saisonnière tend stratégiquement à exclure les familles de leurs droits à l'installation. Dans le jargon international, « faciliter » la mobilité renvoie également à une autre pratique contre laquelle le réseau est fermement opposé : celle de l'expulsion des personnes en situation administrative irrégulière, qui advient pour de nombreux·euses travailleur·euse·s après l'expiration de leur titre de séjour temporaire.

Depuis la crise de l'accueil de 2015 dans l'Union européenne, qui ne fut rien d'autre qu'une crise de ses propres politiques d'immigration et d'asile, les mesures adoptées relèvent d'une stratégie d'instrumentalisation de la question migratoire, déployée par les autorités européennes afin de promouvoir le renforcement des capacités d'action des agences de l'UE (Frontex, Europol, mais aussi l'agence européenne de l'asile - EUAA, ancienne EASO) et de continuer à bafouer les droits fondamentaux des personnes, tant sur son territoire que dans les régions ciblées par sa politique d'externalisation des frontières. Depuis sa création, le réseau a défini la politique à laquelle se livrent les autorités européennes et leurs partenaires

comme une « guerre aux personnes migrantes », au regard de l'hostilité belliqueuse et du recensement macabre des décès causés par des politiques migratoires liberticides. Aussi, la nécessité de repenser les imaginaires collectifs s'impose à nous comme une évidence.
Défendre la liberté de circulation nous permet de sortir de l'engrenage du durcissement de l'orientation répressive de la gestion des questions migratoires, observable dans la totalité des pays où le réseau est actif. Ce combat nous offre l'opportunité de déplacer le débat, en refusant de nous aligner sur les termes imposés par nos adversaires politiques. Nous rejetons toute logique de tri des personnes que nous pourrions « accueillir » et refusons de débattre des critères qui conditionneraient ce tri.

Partout dans le monde, certain·e·s personnes jouissent du droit d'accueillir, de partir, de venir, de s'installer ou de repartir, qui s'affranchit des dominations étatiques, économiques, coloniales, raciales ou sexuelles. Ils et elles font l'expérience d'une liberté de circulation en acte.

Notre engagement en faveur de la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous repose sur un constat fondamental : cette liberté possède une double nature. Elle demeure un idéal à atteindre pour certain·e·s, mais constitue déjà une réalité concrète pour d'autres. Cette dualité nous amène à considérer cette liberté non pas comme une utopie, mais comme un moyen et un objectif réalisable, car déjà partiellement existant.

Mais cette liberté n'a de sens et ne peut être souhaitable que si elle repose sur une stricte égalité de traitement entre personnes étrangères et nationales. Elle implique donc une lutte collective résolue contre toutes les formes de discrimination et de racisme. L'universalité du droit à la libre circulation et installation est non négociable.

MIGREUROP Political Charter (EN)

Approved at the General Assembly on 15-16 November 2025 (Rabat)

This Political Charter sets out Migreurop's core political positions, as developed and consolidated since the network was created and during its first twenty years of existence. This document is intended to be dynamic and may be amended to incorporate the network's future political positions as necessary.

Our foundations

The Migreurop network, which was created at the European Social Forum in Florence (Italy) in 2002 and officially established as an association in 2005, is composed of human rights organisations, activists and researchers from 18 countries in Europe, sub-Saharan Africa, the Maghreb and the Middle East. The network affirms its desire to work collectively and coordinate its efforts to defend the rights of people on the move and promote freedom of movement and settlement. These objectives imply:

- The end of : barriers to mobility, militarisation of borders, formal and informal administrative detention, various forms of deportation, and the externalisation of border control and asylum.

- Respect for the right to mobility and freedom of movement, considering that the right to migrate is an economic, social and political right. We therefore reject the utilitarian model that subjects migration to capitalist and post-colonial modes of production by reducing people to their labour power alone.

Far from focusing solely on institutional policies and their effects, we place central importance on the way in which those most affected circumvent, confront and transgress unequal immigration policies on a daily basis and exercise their right to mobility.

Our approach

The network brings together actors from the North and South to develop a shared vision and analysis of these processes, particularly with regard to the externalisation of migration management policies, the detention of people on the move, and the strengthening of border security.

Our work is structured around three areas:

- **Documenting**: Migreurop collects and systematises field information on the living conditions of migrants, their (lack of) access to rights, and the violence they suffer

throughout their journey into exile. The network also documents the development, evolution and application of migration policies in Europe and beyond (in Africa and the Middle East).

- **Interpreting**: Migreurop brings together the information collected through the joint work of its individual and associative members, researchers and activists. Migreurop produces shared, multidisciplinary analyses of the consequences of migration policies on the lives of people on the move and the societies in which we live, on a regional scale and from a historical perspective. The network then formats these analyses through the development of various decryption tools (short analysis notes, position papers, critical atlases and maps, observation/mission reports, podcasts and videos).

- **Denounce**: Based on these documented analyses, Migreurop denounces European migration policies (including outsourced policies) that are hostile to people on the move, clearly naming the multifaceted and deadly reality of barriers to mobility, such as the closure of borders, the encampment of people, the war on migrants, and mobility apartheid. The network nurtures and supports Euro-African civil society organisations and the mobilisation of people on the move, its members and partners: sharing and disseminating tools, capacity-building activities for its members, and raising awareness among the general public.

Our fundamental positions

- **Ending the detention of foreigners, repression, racism and violence in migration policies in the North and South:**

For the closure of camps for foreigners in Europe and beyond (2010)

From the 1990s, a new phase began in European migration policy: it became increasingly difficult to enter the Schengen area legally and safely. The European Union (EU) then entered a new era of border control, marked by the destruction of certain rights to freedom of movement and settlement opportunities, with the introduction of visa requirements and sanctions against companies transporting people without the required travel documents.

The tightening of conditions for access to European territory has materialised at borders and elsewhere in the form of detention in places of administrative deprivation of liberty – with increasingly prison-like conditions – and other forms of exclusion, sorting and encampment. Technological devices and practices of surveillance and migration control at external borders have given rise to a veritable security market, while highlighting the paradox of increasingly deadly humanitarian-military policies and the hypocrisy of so-called ‘welcome’ policies.

Since it began operating in 2005, the European Border and Coast Guard Agency (Frontex) has played an increasingly important role in implementing the European Union's ultra-security-focused migration policy. Endorsed by European institutions, which have spent the last twenty years strengthening its powers in terms of control and deportation, as well as its budget and military equipment, the agency is nevertheless accused of repeated rights violations, including complicity and/or complacency in cases of refoulement at European borders.

Since the 2000s, asymmetrical agreements have been concluded with third countries of 'origin' and 'transit' to facilitate the deportation of illegal foreign nationals in Europe, through multiple and increasingly informal negotiation frameworks. Official development assistance is thus diverted from its primary objectives, such as poverty reduction and the achievement of the Sustainable Development Goals; it has become a bargaining chip for the offshoring of migration control to Africa and other regions, while so-called third countries attempt to take advantage of the opportunities offered by these negotiations.

Over the past 20 years, the increasing externalisation of European borders has led to the widespread adoption of a range of practices: maritime surveillance, information and deterrence campaigns against immigration, detention, delegation of asylum responsibilities, securing humanitarian practices, training of border guards, alignment of the legislation of non-EU countries with that of Member States, etc. Externalisation has been facilitated by the emergence of global migration governance under the impetus of international organisations such as the International Organisation for Migration (IOM), the International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), which are complicit in the establishment of an unequal border regime linked to the neoliberal and capitalist economic model.

As a result of the externalisation of repressive European migration policies, global migration governance and the ambivalence of countries of departure, racism and xenophobia targeting racialised migrants 'legitimise' the authorities of transit and destination countries to carry out, with impunity, campaigns of mass refoulement and deportation, pushing these people ever further and towards more dangerous routes.

In Europe and Africa, the frequent association of migrants with transnational criminal networks in political discourse and the media contributes to creating a conflation of immigration and crime. The criminalisation of 'smugglers' and of practices such as facilitation, assistance or mutual aid in migration situations is intensifying. The adoption of laws 'against migrant smuggling' actually increases the distress of foreign nationals, exposing them to imprisonment and new forms of abuse, while contributing to the flourishing of a border business. In recent years, in the Maghreb and West Africa, violations of human rights and solidarity have multiplied, with the arrest of civil society activists on particularly serious charges, exposing them to prison sentences or even the death penalty.

But the violence of migration policies does not stop at causing death. It continues after death, in the denial of the value of migrants' lives, in the relegation of their bodies and memories to the margins. As direct victims of border control, these deaths encourage collective memory struggles in the absence of institutional investigations, to retrace the circumstances of the deaths, recover and repatriate the bodies, and support the families of the deceased in their struggles for truth and dignity.

- **Promoting freedom of movement as an alternative to deadly migration policies**

Solemn Appeal for Freedom of Movement (2013)

In the European context outlined above, the idea of free movement within the Schengen area is more a matter of rhetoric than concrete reality: it excludes the most vulnerable citizens and 'inactive' persons, certain workers, stigmatised communities, as well as third-country nationals and their families, who are subject to border controls based on racial profiling.

Over the past 15 years or so, the issue of freedom of movement and settlement for foreigners has gradually become a subject of analysis for the Migreurop network, following the movements of so-called 'undocumented' people and in response to the impasse of 'case-by-case' regularisations. This theme has also gained prominence in the face of the gradual normalisation of violence at borders, used as a deterrent strategy. It has also emerged in response to the illusory nature of the 'triple win' approach at the heart of the Global Compact for Migration (2018), according to which international migration could benefit all parties — sending countries, receiving countries and migrants themselves. However, the Compact—a non-legally binding instrument—sets out contradictory objectives by promoting temporary, circular and flexible labour migration (often favoured by receiving States) while seeking to guarantee family reunification, even though seasonal mobility strategically tends to exclude families from their rights to settle. In international jargon, 'facilitating' mobility also refers to another practice to which the network is strongly opposed: the deportation of people in an irregular administrative situation, which occurs for many workers after their temporary residence permit has expired.

Since the 2015 reception crisis in the European Union, which was nothing more than a crisis of its own immigration and asylum policies, the measures adopted have been part of a strategy to exploit the migration issue, deployed by the European authorities to promote the strengthening of the capacities of EU agencies (Frontex, Europol, but also the European Asylum Agency - EUAA, formerly EASO) and to continue to flout the fundamental rights of individuals, both on its territory and in the regions targeted by its border externalisation policy. Since its creation, the network has defined the policy pursued by European authorities and their partners as a 'war on migrants', given the belligerent hostility and the grim tally of deaths caused by freedom-destroying migration policies. The need to rethink collective imaginaries is therefore obvious to us. Defending freedom of movement allows us to break out of the cycle of increasingly repressive migration management policies, which can be observed in all countries where the network is active. This fight gives us the opportunity to shift the debate by refusing to align ourselves with the terms imposed by our political opponents. We reject any logic of sorting the people we could 'welcome' and refuse to debate the criteria that would determine this sorting.

All over the world, some people enjoy the right to welcome, leave, come, settle or leave again, free from state, economic, colonial, racial or sexual domination. They experience freedom of movement in action.

Our commitment to freedom of movement and settlement for all is based on a fundamental observation: this freedom is twofold in nature. It remains an ideal to be achieved for some, but is already a concrete reality for others. This duality leads us to consider this freedom not as a utopia, but as a means and an achievable goal, because it already partially exists.

However, this freedom only has meaning and can only be persued if it is based on strict equality of treatment between foreign nationals and citizens. It therefore requires a determined collective struggle against all forms of discrimination and racism. The universality of the right to freedom of movement and settlement admits no compromise.